

Les questions internationales oubliées de la campagne

Les experts regrettent que les arguments de politique étrangère soient utilisés pour des préoccupations électoralistes.

« *Ce n'est pas le moindre des paradoxes : jamais les questions internationales n'ont été aussi pressantes, notamment en raison de la crise, et jamais elles n'ont été aussi marginalisées dans la campagne présidentielle.* » Le constat désabusé de Bertrand Badie, professeur de relations internationales à Sciences-Po Paris, est largement partagé par ses confrères.

« *C'est particulièrement catastrophique alors que, avec la mondialisation, les questions de politiques intérieure et extérieure sont de plus en plus enchevêtrées* », enchaîne Thierry de Montbrial, fondateur et directeur général de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Le bouc émissaire européen

De fait, que ce soit la Syrie, l'Iran, l'Afghanistan ou les relations avec l'Afrique, les grandes questions du moment sont absentes des débats. « *Seule la politique européenne a joué un rôle* », souligne Christian Lequesne, directeur du Centre d'études et de recherches à Sciences-Po Paris (Ceri). « *Mais, alors qu'il y a deux décennies les candidats évoquaient les promesses de l'Europe, cette thématique est désormais très négative* », regrette-t-il. Et pas seulement du côté des souverainistes.

Comme lui, Thierry de Montbrial se désole que les arguments de politique étrangère soient utilisés pour des préoccupations électoralistes. « *Une chose est d'exprimer des doutes ou du scepticisme sur l'adhésion de la Turquie à l'Europe, une autre est de voter une loi sur le génocide arménien pour des raisons électoralistes, sans se soucier des dommages causés à long terme* », souligne-t-il. « *Les Turcs sont devenus les têtes de Turc de tous les candidats* », résume-t-il.

Faiblesse démocratique

Pour Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) (1), l'omission des questions internationales s'explique par la situation des deux principaux candidats. « *Nicolas Sarkozy n'a pas intérêt à s'engager sur ce terrain, car il ne peut pas s'appuyer sur des résultats incontestables dans la lutte contre la crise financière. Et les conséquences de la chute du colonel Kadhafi, pour laquelle il a été très actif, ne sont pas toutes positives, que ce soit en Libye ou au Mali*, souligne-t-il. *De son côté, François Hollande, qui a peu d'expérience en la matière, insiste plus sur les questions sociales et économiques.* »

Pour autant, souligne Thierry de Montbrial, le centrage des campagnes électorales sur la politique intérieure n'est pas le propre de la France. « *C'est une faiblesse congénitale des démocraties. On le sait depuis Tocqueville*, souligne-t-il. *Regardez la campagne américaine. La politique étrangère y est aussi totalement absente.* »

Incarner la France

L'absence de débats dans la campagne est d'autant plus regrettable que les pouvoirs d'un président de la République française en matière de politique étrangère vont très au-delà de la lettre de la Constitution et dépassent largement celui de ses homologues. « *Même en Chine, il serait inconcevable que le président Hu Jintao prenne seul une décision du type de la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Otan, comme cela a été le cas pour Nicolas Sarkozy* », pointe Thierry de Montbrial.

Cette exception française est un héritage du créateur de la V^e République, pour qui l'un des principaux rôles d'un président élu au suffrage universel était d'incarner la France sur la scène internationale. « *Mais de Gaulle, c'était de Gaulle. Il avait une réflexion profonde sur la question, souligne-t-il. Nicolas Sarkozy n'avait, lui, aucune légitimité en la matière en arrivant au pouvoir. Et si François Hollande lui succède, ce sera pareil. Il lui faudra deux ans d'apprentissage.* »

(1) Auteur de *Le Monde selon Sarkozy*, Éd. Jean-Claude Gawsewitch, 2012, 284 pages, 18,9 €.

VINCENT DE FÉLIGONDE

La Croix, 17/4/12 - 15 H 20 mis à jour le 17/4/12 - 16 H 30